

ENTRETIEN GUS MASSIAH

« Nos idées ont été validées »

Politis | Vous vous apprêtez à partir à Porto Alegre pour participer au 10^e Forum social mondial. Comment se porte le mouvement altermondialiste ?

Gus Massiah Il se porte bien. C'est un mouvement qui a une histoire, mais aussi beaucoup d'avenir. Et de questions à surmonter et à approfondir. Nous aurons une discussion sur le bilan des dix ans de Porto Alegre – qui ne sont pas les dix ans du mouvement altermondialiste, qui remonte, lui, à la fin des années 1970, avec la montée du néolibéralisme. Les Forums sociaux mondiaux (FSM) ne sont que la troisième phase du mouvement. Ils succèdent à une première époque de lutte contre les politiques d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, en Amérique du Sud notamment ; puis à une seconde, contre la remise en cause de la protection sociale, contre la précarisation en Europe, aux États-Unis, en Corée... Nous

sommes donc dans une troisième phase, celle des forums sociaux, qui ont maintenant 10 ans, dont nous allons discuter, et que nous évaluerons lors de cette réunion de Porto Alegre. Une question se pose aujourd'hui : entrons-nous dans une quatrième phase avec la mobilisation de Copenhague ?

Les médias semblent moins s'intéresser au mouvement. Après l'engouement des premières années, peut-on parler de déclin ?

Je ne pense pas. Il n'y a pas un désintérêt de la part des médias, mais plutôt une banalisation des idées altermondialistes. D'une certaine manière, elles ont été validées par la crise de 2008. Le mouvement a montré très tôt qu'il y avait des contradictions extrêmement violentes dans le système économique néolibéral. Nous avons mis en avant les grands risques de crise. Quand la

mouvement ont été acceptées comme seules bases solides. Par exemple : la nécessité de contrôler les grandes banques, celle de réguler le commerce mondial... Aujourd'hui, les gouvernements discutent de ces solutions et les reprennent même

parfois à leur compte, y compris les gouvernements capitalistes, car il n'y a pas d'autres pistes crédibles. Cependant, on sait aussi que le rapport de force est insuffisant pour que toutes ces propositions soient réellement mises en œuvre et qu'il en résulte un changement réel. Quand on écoute les discours de Nicolas Sarkozy ou de Gordon Brown, on se rend compte qu'ils cherchent juste à gagner du temps et à sauver le système dominant.

Les idées altermondialistes auraient donc fait école, mais aux dépens des altermondialistes eux-mêmes ?

Cela ne se fait pas aux dépens du mouvement. On distingue deux niveaux, celui de la bataille idéologique et celui de la bataille politique. Une partie des idées du mouvement se sont imposées comme acceptables, mais ces idées, certes acceptées, ne se sont pas traduites par des politiques. Il y a toujours un problème de rapport de force et de pouvoir. Il ne suffit pas d'avoir des idées, il faut que les gouvernements les appliquent. On sait très bien qu'ils ne le feront pas. Il faut donc construire les rapports de force pour que ces idées s'imposent comme des politiques.

Dans un document que vous avez préparé à la veille du FSM, vous évoquez plusieurs types de réponses possibles à la crise, autour de différents pôles. Quels sont-ils ?

Il existe effectivement plusieurs scénarios possibles. Le premier est celui des puissances dominantes, du G20, qui consiste à continuer comme avant, à adopter des solutions provisoires et à reprendre ensuite les politiques néolibérales comme la domination de la finance ou le partage de la richesse en faveur des actionnaires... Mais est-ce possible ?

Pour nous, ce n'est pas possible. Cette crise est structurelle, et quelques mesures ne répondront pas à la situation actuelle. Il y a aussi un danger qui plane si cette crise s'approfondit : certains dirigeants sont

Quand la crise a éclaté, les propositions du mouvement ont été acceptées comme seules bases solides.

tentés d'adopter des solutions plus violentes de répression, de conflits, de déstabilisation, de guerre, afin d'imposer une sortie de crise qui ferait payer les plus pauvres de chaque pays, et les pays les plus pauvres. C'est ce qu'on pourrait appeler un conservatisme de guerre.

Évidemment, ce n'est pas la seule issue possible. La commission Stiglitz propose un « Green New Deal », une refondation de l'économie qui investirait dans un capitalisme vert et proposerait une redistribution des revenus et une régulation mondiale plus forte. Cette solution ne répond pas à la question des inégalités et reste assez productiviste. Au sein des forums sociaux, nous tentons de remettre en cause les mécanismes du capitalisme en cherchant des nouveaux modes de consommation et de comportements.

Par quels moyens pouvez-vous faire évoluer les choses ?

L'évolution d'une société ne se fait pas du jour au lendemain, mais par des processus. Elle implique des ruptures et des aménagements. Il faut d'abord considérer que la société dans laquelle nous vivons n'est pas acceptable car le changement vient de la résistance. Dans chaque lutte contre l'injustice, il y a une proposition concrète. Regardez, par exemple, les paysans qui combattent les OGM, ils proposent également une agriculture paysanne. Le travail s'exerce aussi par les experts, les chercheurs. Il y a une alliance entre le mouvement altermondialiste et les luttes. Des pratiques alternatives existent déjà dans la société, qu'il faut reprendre et amplifier, et enfin imposer par des politiques.

Qu'attendez-vous de cette réunion de Porto Alegre ?

En 2010, il y a une succession d'initiatives menées par les forces locales un peu partout dans le monde : à

Gus Massiah est le président du Crid* et une figure centrale du mouvement altermondialiste. Il participe au dixième FSM.

LE FSM EN QUELQUES CHIFFRES

12 000 participants
au premier FSM
de Porto Alegre en 2001,
150 000 au FSM 2009
à Belém.

Près de 500
actions et organisations
sont prévues cette année
à Porto Alegre et dans les
communes alentour.

Plus de 30 forums
estampillés FSM 2010
seront organisés en
Amérique latine,
en Afrique, au Moyen-
Orient, en Amérique du
Nord et en Europe.

social mondial s'est ouvert mardi à Porto Alegre, au Brésil. réunion, Gus Massiah dresse un bilan de la décennie altermondialiste. remporté des succès idéologiques, mais doit toucher la sphère des décisions.

LÉA BARBAT

par la crise »

Un nouveau souffle

C'est par une manifestation festive et sur fond de samba que s'est ouvert le Forum social mondial de Porto Alegre, qui fête ses 10 ans. Le rassemblement altermondialiste, né à la suite des manifestations contre l'OMC à Seattle, en 1999, a reçu mardi le président brésilien Lula, qui s'est joint aux militants, avant de se rendre à la 40^e réunion de Davos.

Porto Alegre attend cette année quelque 20 000 militants, qui débattront jusqu'au 29 janvier. Et, avant de dresser un bilan de cette décennie d'actions, les premières pensées et réflexions des altermondialistes sont allées vers Haïti. La féministe Lilian Celiberti s'est inquiétée : « On a parlé d'un plan Marshall pour aider Haïti, et cela nous fait un peu peur s'il n'y a pas de contrôle citoyen. Dans toutes les reconstructions qui ont suivi des guerres, c'est le capitalisme qui est sorti vainqueur. »

Le mouvement, dont les idées sont largement répandues, notamment la défense de l'environnement, doit maintenant donner un nouvel élan à ses actions. Candido Grzybowski, un des pionniers de la lutte, déclare : « Le Forum social mondial a mis au premier plan la nécessité de changer la culture politique et économique dominante. Maintenant, nous devons définir quel monde nous voulons. » La militante italienne Rafaella Bollin a tenté, elle aussi, de trouver une nouvelle inspiration : « En 2001, nous étions les seuls à dire que la mondialisation n'accoucherait pas d'un monde meilleur. Aujourd'hui, nous devons défier de manière plus tranchante la culture encore hégémonique du marché. » Le forum devrait accueillir dans les jours prochains de nombreux visiteurs de marque. Notamment certains chefs d'État latino-américains : Hugo Chavez (Venezuela), Fernando Lugo (Paraguay), Evo Morales (Bolivie) et Rafael Correa (Équateur).

Les FSM (ici à Bombay en 2004) ont permis la convergence des mouvements sociaux. DE SOUZA/AFP

Cochabamba, en Bolivie, pour discuter des suites de Copenhague ; à Cuzco, au Pérou, organisées par les mouvements indigènes sur la crise de civilisation ; aux États-Unis, sur l'évolution des politiques américaines... Il y aura une trentaine d'événements majeurs où naîtront des réflexions et des pratiques sur la possibilité de contester la situation actuelle et de construire des propositions de dépassement.

Quel est votre bilan des FSM ?

C'est l'expression d'un mouvement

historique extraordinaire qui se définit d'abord comme un mouvement d'émancipation, de reconstruction du monde, qui reprend et renouvelle les grands mouvements historiques précédents. C'est un mouvement qui reprend à son compte les luttes anticoloniales et la domination des pays du Nord sur les pays du Sud, mais aussi la lutte sociale et ouvrière.

Ce mouvement apporte une dimension nouvelle : la convergence des mouvements sociaux. On y retrouve à la fois une diversité et une unité. Il

est beaucoup plus riche et divers, et s'appuie sur une multitude de mobilisations. Il met en avant la reconstruction d'une culture politique. Et, pour la première fois, c'est un mouvement qui se définit réellement à l'échelle mondiale.

Propos recueillis
par Denis Sieffert et Léa Barbat

* Centre de recherche et d'information pour le développement, collectif de 55 associations françaises de solidarité internationale.
Site : www.crid.asso.fr